



HAL
open science

La grogne du peuple

Christophe Premat

► **To cite this version:**

Christophe Premat. La grogne du peuple. Tracés : Revue de Sciences Humaines, 2004, 5, pp.13-32. 10.4000/traces.3123 . halshs-00156879

HAL Id: halshs-00156879

<https://shs.hal.science/halshs-00156879>

Submitted on 23 Jun 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La « grogne du peuple »

Résumé : Les manifestations populaires ont transfiguré la rue et en ont fait l'exutoire de la protestation et de la colère. La rue s'est imposée progressivement comme un lieu d'expression politique, en dehors des procédures de vote. La rencontre de la rue et du peuple nécessite en fait un regard croisé entre philosophie politique, esthétique et histoire sociale, afin de dégager la portée des mobilisations collectives. Au-delà des revendications, la rue est en fait le principe de construction d'une identité sociale. Le pouvoir constituant du peuple s'est exprimé à travers elle, parce qu'elle est source de renouvellement des normes collectives.

« Peuple : nom collectif difficile à définir, parce que l'on s'en forme des idées différentes dans les divers lieux, dans les divers temps et selon la nature des gouvernements »

Article de l'*Encyclopédie* (1765) rédigé par de Jaucourt

« Peuple : 1) Chaque ensemble d'hommes vivant en société, habitant un territoire défini et ayant en commun un certain nombre de coutumes, d'institutions.

2) L'ensemble des personnes soumises aux mêmes lois et qui forment une communauté.

3) Foule, multitude de personnes assemblées »

Dictionnaire Robert

Ces deux brèves définitions indiquent trois sens du mot peuple, un sens géographique (peuplade, peuplement), un sens temporel (par rapport à une société donnée) et un sens proprement politique (l'ensemble des sujets d'un gouvernement). Si le peuple est une entité politique définie et instituée par la nature du gouvernement, il reste le catalyseur d'une série de projections imaginaires, déstabilisant le travail conceptuel. On ne sait plus si l'on parle du peuple réel, du peuple formel, du peuple mythique et fantasmé pour faire exister un ensemble social. Vecteur d'unité sociale (le peuple rassemblé) ou de division (les minorités agissantes), ce concept reste pour le moins énigmatique. Sujet idéal du gouvernement (la souveraineté populaire), il est plutôt le signe d'une vitalité collective se manifestant à certaines occasions. Son inquiétante étrangeté (populace, foule) en fait l'expression d'une masse rejetée (le prolétariat par exemple), capable de détruire tout type de régime. L'époque moderne a forgé une distinction redoutable entre l'individu capable d'émettre des choix rationnels et la masse

mobilisée par les passions (le peuple déchaîné ou le bon peuple qui s'exprime via des pulsions domestiquées). Comment s'appuyer sur une telle notion en philosophie politique sans évoquer le répertoire des gestes et des actes qui l'animent?

Les manifestations de rue ont permis de construire au fil du temps un véritable espace public, où les revendications ont été visibles. Le peuple, écarté des règles du jeu politique par un subtil mécanisme de dépossession, gronde, proteste, exulte dans la rue. Le concept de peuple a été construit juridiquement *via* la souveraineté : il est titulaire d'un certain nombre de droits fondamentaux reconnus par une Constitution. Ainsi s'est posé le problème du rapport du peuple à ses droits, et c'est alors que le principe de représentation a été fondé. Il s'agit pour le peuple d'exercer sa souveraineté le plus adéquatement possible à travers la nomination de représentants, capables de gérer les affaires publiques. Le lieu de ces assemblées représentatives est circonscrit, le peuple n'est plus souverain que lors des élections ou de façon intempestive, lors de manifestations et d'actions non conventionnelles qui le placent en situation de révolte. La rue inverse sa fonctionnalité pour libérer un espace de protestation et de grogne.

La rencontre de la rue et du peuple n'est pas si ancienne, elle est très différente selon les cultures politiques. Nous essayerons d'évoquer une série de verbes saisissant à la manière d'un photographe ces « émotions » produites lors de rassemblements populaires. Cette esthétique doit être remodelée afin de comprendre ce « collectif » indéfini qu'est le peuple. Le peuple est multitude insaisissable qui lutte contre un principe d'agrégation. Etudier le peuple en philosophie politique revient alors à dresser une théorie des masses. Il est doté d'un « pouvoir constituant » capable de fonder les principes d'une société nouvelle. La rue rend visible la protestation de la multitude, elle est le lieu où le droit à la résistance est affirmé. Ces manifestations populaires peuvent-elles modeler un gouvernement de la multitude ou restent-elles condamnées à cette grogne ? La manifestation, comme moyen légitime de revendiquer des changements politiques et sociaux conséquents, est-elle seulement un moyen de pression sur les gouvernants ?

Les questions fondamentales qui ont animé les façons de mettre en œuvre un pouvoir populaire se sont concentrées à des moments relativement courts et intenses de notre histoire politique. Que l'on pense à la Révolution américaine définissant le principe représentatif ou à

la Révolution française faisant essaimer une réflexion sur la façon d'instaurer un gouvernement pour le peuple, ou à ces moments insurrectionnels n'ayant pas abouti comme la Commune, 1917, 1936, les révoltes du 17 juin 1953 à Berlin Est, Budapest en 1956 et bien sûr l'année 1968 en France et dans le monde, les références ne manquent pas pour construire une histoire sociale ordonnée autour de ces événements. La rue, artère urbaine par excellence, lieu de passage, de commerce et de vie, a été détournée de son quotidien pour exprimer des vellétés populaires. Ces vellétés n'ont pas servi directement à construire une volonté générale, mais ont dévoilé des ouvertures possibles, des « brèches »¹. Si les manifestations de rue se sont imposées jusqu'à faire tomber un pouvoir politique², il n'en a pas toujours été ainsi. Les manifestations de rue se sont structurées au XIXe siècle comme un mode d'action politique exprimant une « opinion publique ». Alors qu'au XVIIIe siècle, la manifestation est l'expression publique d'un sentiment ou d'une opinion, au XIXe siècle, manifester devient l'équivalent de rendre visible une intention politique. Le répertoire verbal et gestuel change complètement. Jürgen Habermas a montré comment l'opinion publique était au XIXe siècle liée à la publicité et aux salons bourgeois³. L'opinion s'est d'abord constituée comme le tribunal d'un groupe social avant de s'étendre à l'ensemble de la société. La manifestation s'est construite comme cortège de revendications, surtout à partir de la Révolution Française. Par exemple, durant l'été 1789, on recense des cortèges de boulangers, de tailleurs, de cordonniers et de domestiques auprès de la municipalité révolutionnaire. Les gens de métiers défilent pour exiger des mesures précises concernant leurs statuts. Dans l'été 1830, on assiste également à des cortèges d'ouvriers imprimeurs, d'ouvriers carrossiers selliers, de garçons bouchers⁴. La manifestation devient un procédé de plus en plus fréquent au cours du XIXe siècle.

Le mot « manifestants » apparaît également à l'époque. Les manifestations prennent un sens particulier lors d'événements politiques majeurs. Alexis de Tocqueville, dans ses *Souvenirs*, évoque les manifestations de juin 1848 dans les termes suivants : « me voici arrivé à cette insurrection de Juin, la plus grande et la plus singulière qu'il y ait eu dans notre histoire et peut-être dans aucune autre : la plus grande, car, pendant quatre jours, plus de cent mille hommes y furent engagés ; la plus singulière, car les insurgés y combattirent sans cri de

¹ CASTORIADIS, Cornélius, LEFORT Claude et MORIN Edgar, *Mai 68 : La Brèche*, Paris, éditions Complexe, 1988.

² L'URSS est tombée du fait de manifestations populaires demandant l'abrogation de l'article 6 de la Constitution de 1977 qui faisait du Parti Communiste le seul acteur étatique et politique. Récemment, ce sont des manifestations populaires à Tbilissi qui ont causé le départ du président géorgien Chevarnadze.

³ HABERMAS, Jürgen, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la science bourgeoise*, Traduction Marc De Launay, Paris, éditions Payot, 1978.

⁴ TILLY, Charles, *La France contestée : de 1600 à nos jours*, Paris, éditions Fayard, 1986.

guerre, sans chefs, sans drapeaux et pourtant avec un ensemble merveilleux et une expérience militaire qui étonna les plus vieux officiers »⁵. Alors qu'en février, les cortèges ont été rythmés par une utilisation massive des symboles, ces insurrections de juin 1848 ne reprennent pas de mot d'ordre politique. Le peuple fut capable de se discipliner pour ébranler l'ordre de la société.

Si manifestation et opinion publique se trouvent liées, c'est parce que la manifestation représente non pas une opinion passive que l'on recueillerait via des techniques diverses de sondage⁶, mais un véritable mouvement social affecté d'enjeux politiques. Les gens se rassemblent pour faire prévaloir un avis qui n'a pas été pris en compte par les gouvernants. Le dictionnaire Littré définit alors l'opinion comme étant un « mouvement populaire, un rassemblement destiné à manifester quelque intention politique ». Ces manifestations peuvent être pacifiques, car au XIXe siècle, on décroche le terme de manifestation des différents types d'émeutes que le pays avait connues auparavant.

Cette évolution est inséparable de l'invention de nouvelles techniques de publicité et de presse. Le sociologue Gabriel Tarde a mis en évidence l'apparition d'une scène politique de l'opinion⁷. Les journaux se sont popularisés et l'opinion s'est propagée. Celle-ci n'était plus le fait d'un groupe social : l'opinion peut réellement être nationale, au sens où les événements sont relatés d'un bout à l'autre du pays via la presse et la radio. L'anthropologie de Tarde est basée sur les moteurs que sont la croyance et le désir. La presse, grâce aux moyens techniques dont elle dispose (rotative...) a su diffuser largement des croyances pour en faire des croyances collectives. Certes, cette diffusion des opinions et des sentiments n'est pas sans inconvénients, car certains sentiments tels que celui de l'antisémitisme ont été colportés grâce à la presse⁸. Il suffit que Drumont affirme la culpabilité de Dreyfus pour que certains y croient et que l'antisémitisme se développe au point de constituer une force politique (une ligue). En effet, une opinion particulière ne peut se répliquer que par imitation qui est l'une des clés des rapports sociaux. L'opinion publique oscille entre la rumeur, le ragot et l'information collective. La hiérarchie des faits et des événements n'est pas toujours maîtrisée.

⁵ TOCQUEVILLE, Alexis De, *Souvenirs*, Paris, éditions Gallimard, 1942, p.135.

⁶ On se référera à l'excellent ouvrage de Patrick CHAMPAGNE, *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Paris, éditions de Minuit, 1990.

⁷ TARDE, Gabriel, *L'opinion et la foule*, Paris, éditions PUF, 1989.

⁸ « Le journalisme est une pompe aspirante et foulante d'informations qui, reçues de tous les points du globe, chaque matin, sont, le jour même, propagées sur tous les points du globe en ce qu'elles ont ou paraissent avoir d'intéressant au journaliste. » (*L'opinion et la foule*, p. 81).

La presse joue également un rôle dans la répercussion et la traduction des manifestations de rue, c'est elle qui donne un écho à l'ampleur de ces manifestations. La manifestation est devenue une forme réglée d'opinion collective, ses principes et son fonctionnement ont été cadrés. Elle s'est intégrée à une configuration⁹ politique et sociale, sans pour autant gommer son aspect spontané. Les limites de la manifestation sont dressées par les acteurs (syndicats, l'Etat présent à travers la police), le plan des rues empruntées est connu par avance par les forces de l'ordre¹⁰. Cette domestication progressive de la manifestation de rue a permis une neutralisation des effets de masse. Le peuple, notion indéfinie, fait peur lorsqu'il se rassemble en entités collectives, parce que le nombre reste une force. L'abstraction du citoyen proclamée pendant la Révolution Française, le passage du suffrage censitaire au suffrage universel en 1848¹¹, toutes les procédures du vote ont canalisé peu à peu cette grogne du peuple. En lui cédant de nouveaux droits, en en faisant l'acteur fictif du devenir des sociétés, on lui ôtait tout moyen de se révolter. Les manifestations ont permis, à l'instar des partis, de faire exister une opinion collective qui n'est pas celle des corporations de l'Ancien régime. La recomposition des corps intermédiaires de la société et des groupes sociaux était nécessaire. Comme l'écrit Patrick Champagne, « il reste qu'additionner des bulletins de votes mis dans les urnes et voir « le peuple » sous la forme représentable de ses représentants élus, issus d'ailleurs majoritairement de la bourgeoisie, est apparu en définitive préférable aux rassemblements physiques des citoyens dans la rue et aux leaders, issus on ne sait pas toujours comment, de ces mouvements et désignés sous l'appellation péjorative de « meneurs » »¹². La rue a été associée à une radicalité de la révolte, elle est vue comme l'ultime moyen de faire pression sur les gouvernants. Tout le problème pour ces manifestations consiste à se doter de porte-parole qui ne cèdent pas aux impératifs de la représentation : il s'agit de transmettre des revendications et des exigences collectives.

Les gouvernants ont toujours tenté de dompter cette force populaire active. Cependant, dans cette domestication, des procédures nouvelles ont été instaurées pour prendre en compte l'opinion populaire. En 1909, un défilé spontané s'est constitué en faveur de l'anarchiste espagnol Ferrer. Il tourne en affrontements violents et à cause de ce discrédit, la CGT et les

⁹ Nous empruntons ce terme au sociologue Norbert ELIAS, *Qu'est-ce que la sociologie ?* éditions de l'Aube, 1991. La configuration décrit les relations d'interdépendance qu'entretiennent des acteurs sur une scène définie. Ceux-ci agissent en fonction de codes implicites ou explicites qui ont été définis. Il existe plusieurs configurations possibles auxquelles correspondent plusieurs types de rapports sociaux.

¹⁰ A Paris, le trajet Nation-République devient le rituel commun à de nombreuses manifestations. Le droit de manifester a été codifié et reconnu, il s'est construit en même temps que le droit de grève.

¹¹ ROSANVALLON, Pierre, *Le sacre du citoyen, Histoire du suffrage universel en France*, Paris, éditions Gallimard, 1992.

¹² CHAMPAGNE, Patrick, *Op. Cit.*, p.61.

socialistes décident d'organiser une manifestation pacifique. La pacification de cette forme d'action en fait une forme légale et contrôlée d'expression¹³. Auparavant, les manifestations populaires tournaient facilement au massacre, aux pillages. Les vociférations du peuple rendaient ces manifestations très violentes, car elles débordaient la rue, les pillages et massacres se faisant dans les maisons. L'espace privé était ainsi violé. On pense aux rixes des compagnons ou aux révoltes des artisans et des paysans. Ces manifestations étaient visibles en raison de leur urbanité. C'est à la ville la plus proche qu'il fallait rendre publiques certaines exigences. Par exemple, Bordeaux fut connue pour être une ville facilement frondeuse, avec des manifestations faisant de nombreux morts. « Du 17 au 22 août 1548 : tout d'abord, le menu peuple -entendons par là les artisans et les compagnons- grossi de vigneron de la banlieue et de nombreux errants, prend possession de la cité, massacrant une vingtaine de personnes, et pillant plus de maisons »¹⁴. La révolte est appuyée par la bourgeoisie, qui réclame une diminution des taxes et plus de liberté communale. Les violences n'étaient pas limitées à la rue, mais touchaient l'ensemble des bâtiments de la ville. Les rixes de compagnons avaient souvent lieu dans les cabarets avant de se prolonger au dehors¹⁵ : C'est progressivement que les manifestations ont occupé l'espace public de la ville, à savoir les rues et les places pour y rendre visibles un certain nombre de revendications collectives ; or, plus ces procédures ont été codifiées, plus elles ont perdu de leur efficacité. La manifestation de rue se trouve prise au piège de la neutralisation. Pierre Favre¹⁶ distingue à ce propos trois types de manifestation, la manifestation initiatrice, qui n'a pas de représentation dans le champ politique, la manifestation de crise qui dresse face à face les manifestants aux autorités politiques et la manifestation routinière, qui est prévue et qui relève d'une symbolique instituée dans le passé (par exemple, les manifestations du 1^{er} Mai). Nous nous intéresserons plus particulièrement aux manifestations initiatrices (Mai 1968 par exemple), qui entretiennent un rapport avec le futur. Les manifestations initiatrices sont plus radicales que les autres, elles cultivent leur singularité par une certaine forme de violence. Plus elles se démarquent des autres, plus elles sortent de procédures naturalisées, plus elles retiennent l'attention des gouvernants et de la population dans son ensemble.

¹³ Là encore, on peut inscrire cette évolution dans la perspective générale d'Elías. ELÍAS, Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, éditions Pocket Agora pour la traduction française, 2003.

¹⁴ BUTEL, Paul, POUSSOU, J.-P., *La vie quotidienne à Bordeaux au XVIII^e siècle*, Paris, éditions Hachette, 1980, p.264.

¹⁵ Les rixes entre les « gavots » ou compagnons du devoir de liberté et les « loups » ou « dévorants », c'est-à-dire les compagnons du devoir passant, étaient monnaie courante à Bordeaux.

¹⁶ FAVRE, Pierre, « Manifester en France aujourd'hui » in *La Manifestation*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, p.34.

La manifestation, au-delà des revendications, catalyse des émotions collectives¹⁷ que l'on peut retracer à travers des verbes d'action: chanter, gueuler, protester, affirmer, siffler, rugir. On pourrait dresser un répertoire complet de toutes ces actions qui visent à rassembler. Les symboles y foisonnent à profusion : drapeaux, bannières, slogans et caricatures scandent les défilés. Une symbolique de l'espace urbain s'est alors exprimée dans les rues grâce à ces manifestations (les graffitis sont comme des résidus de ces émeutes marqués dans le temps¹⁸). Ces rassemblements collectifs ont fait glisser la masse du côté des passions et de l'instinct, comme si les comportements des uns et des autres étaient modifiés du fait de la proximité. À cet égard, l'historien Michelet construit une histoire de France centrée sur le peuple et ses instincts naturellement bons. Le peuple français a construit l'identité nationale grâce aux droits qu'il a conquis. Cependant, le peuple n'est pas seulement représenté par les classes laborieuses, c'est un ensemble social qui comprend bourgeois, marchands, paysans et artisans. Chaque classe sociale a ses servitudes et une organisation propre du travail. Michelet refuse une assimilation trop hâtive entre peuple, classes laborieuses et classes dangereuses¹⁹. « De nobles écrivains, d'un génie aristocratique, et qui toujours avaient peint les mœurs des classes élevées, se sont souvenus du peuple ; ils ont entrepris, dans leur bienveillante intention, de mettre le peuple à la mode. Ils sont sortis de leurs salons, ont descendu dans la rue, et demandé aux passants où le peuple demeurait. On leur a indiqué les bagnes, les prisons, les mauvais lieux. Il est résulté de ce malentendu une chose très fâcheuse, c'est qu'ils ont produit un effet contraire à celui qu'ils avaient cherché. Ils ont choisi, peint, raconté, pour nous intéresser au peuple, ce qui devait naturellement éloigner et effrayer »²⁰. La confusion du peuple avec populace est patente : pour pouvoir décrire méticuleusement les caractéristiques du peuple français, il faut tendre à l'exhaustivité, d'où le projet d'histoire monumentale de Michelet. Ce dernier ausculte les souffrances du peuple et livre son diagnostic à propos des misères et de la servitude que chaque classe subit. Sa méthodologie relie scrupuleusement trois points, l'observation du présent, la considération du passé et enfin une perspective comparative avec d'autres civilisations²¹.

¹⁷ Une partie de la sociologie politique s'intéresse au répertoire de ces émotions. Cf BRAUD Philippe, *L'émotion en politique*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1996 et ANSART Pierre, *Les Cliniciens des passions politiques*, éditions du Seuil, Paris, 1997.

¹⁸ Quand on se promène dans certaines villes italiennes, on trouve nombre de graffitis évoquant une rivalité politique entre des cités voisines. Par ailleurs, Pierre Vidal-Naquet a rassemblé les textes, les tracts, les photographies et les graffitis évoquant mai 1968. Cf VIDAL-NAQUET Pierre et SCHNAPP Alain, *Journée de la Commune étudiante, Textes et documents Novembre 1967-Juin 1968*, Paris, éditions du Seuil, 1988.

¹⁹ Pour la construction de cet artefact, CHEVALIER Louis, *Classes laborieuses et classes dangereuses pendant la première moitié du XIXe siècle*, Paris, Librairie Générale Française, 1978.

²⁰ MICHELET, *Le peuple*, Paris, éditions Flammarion, 1974, p.151.

²¹ MICHELET, *Le peuple*, Paris, éditions Flammarion, 1974 p. 156-157.

L'héritage de la nation²² française est soigneusement analysé par Michelet qui du coup consacre le sentiment patriotique, puisque le peuple français est chargé d'un destin collectif. Michelet voit l'Histoire comme une marche vers la concorde entre nations, sans pour autant que celles-ci se fondent, car cette fusion scellerait la fin de l'Humanité dans sa diversité²³. Ce sont les facultés associatives du peuple qui séduisent Michelet qui craint par ailleurs la disparition de ces solidarités spontanées. Dans l'observation du présent, Michelet glisse de la description à l'esthétisation : le peuple est saisi à travers une série de métiers traduisant une conception universalisante. Il s'agit de décrire le peuple dans sa totalité, en veillant à ne pas souligner les oppositions de classes. Chaque métier a ses propres difficultés et dévoile un aspect de la condition humaine. Le travail est une tentative de libération des tâches matérielles et les descriptions de Michelet mettent en évidence une fraternité en action: le peuple dépasse l'ensemble des conditions particulières pour affirmer une vocation universelle. Certes, les conceptions de Michelet sont emblématiques d'une époque, mais elles permettent de décrocher la notion de peuple de populace.

Pourtant, dans certaines manifestations, la colère populaire échappe à tout contrôle. Les codifications sont ébranlées, les manifestants proposent un rassemblement collectif destiné à avoir un impact politique certain. La rue devient le spectacle de barricades et tout se transforme le temps d'un instant : les spectateurs²⁴ de l'événement communient dans une fraternité ponctuelle. La photographie a saisi ces moments sans les figer : le réalisateur Chris Marker, dans son film *Le fond de l'air est rouge* travaille d'ailleurs comme un photographe pour retracer les événements de 1968 et les replacer dans un contexte international. Les photos et les images en mouvement s'enchaînent pour constituer le film : la mémoire est un travail sur l'archive et sur la façon dont on lie les événements. Une séquence reste singulière

²² Michelet n'a cependant pas d'illusions sur la nation française. Il montre également que les représentants se sont autonomisés du peuple. Les jacobins ont contrôlé les instances officielles de représentation. Castoriadis est en accord avec cette interprétation de l'Histoire française par Michelet. « Un « appareil » se constitue, doublant les instances officielles et les contrôlant (les jacobins), embryon de ce que nous appellerions plus tard une bureaucratie politique spécifique. Or cela n'est possible –là-dessus l'interprétation de Michelet est à mes yeux la bonne- qu'à condition que le peuple se retire de la scène, et ce retrait est, en fait, sinon fomenté au moins encouragé par le nouveau pouvoir. De sorte que toute médiation vivante est supprimée : il y a d'un côté l'entité abstraite de la « Nation », d'un autre côté ceux qui la « représentent » à Paris, et, entre les deux, rien », CASTORIADIS, Cornélius, « l'idée de révolution » in *Le monde morcelé*, Paris, éditions du Seuil, 1990, p.159.

²³ MICHELET, *Le peuple*, Paris, éditions Flammarion, 1974, p.220 : « si, par impossible, les diversités cessaient, si l'unité était venue, toute nation chantant même note, le concert serait fini ; l'harmonie confondue ne serait plus qu'un vain bruit . Le monde, monotone et barbare, pourrait alors mourir, sans laisser même un regret ».

²⁴ On pense aux analyses de Kant sur l'enthousiasme dans *Le Conflit des facultés* (IIe section) au moment de la Révolution Française. Kant décrit l'esthétique d'un moment constituant, c'est-à-dire d'un moment transitionnel très fort dans l'histoire. Le rapport entre esthétique et politique permet de diffuser le plaisir de l'événement, plaisir à la fois individuel et collectif. Jean-François Lyotard a beaucoup insisté sur l'esthétique du politique dans sa théorie post-moderniste. Cf LYOTARD, Jean-François, *L'enthousiasme, la critique kantienne de l'histoire*, Paris, éditions Galilée, 1986.

dans ce film extraordinaire, qui est avant tout le film d'un témoin de son temps : il s'agit des événements de mai 1968 où des barricades sont dressées autour de la rue Gay-Lussac à Paris. Le paysage urbain est bouleversé dans son ensemble : on y voit un feu qui clignote au milieu d'une rue qui a été le théâtre d'affrontements spectaculaires. Ce clignotement confine à l'absurde, car le décor a perdu sa fonctionnalité : il renvoie à une « normalité » imaginaire et dérisoire, celui du code de la route. Cette rue est déserte, elle ressemble à un chantier. L'événement est rupture de ces codes élémentaires. La rue a laissé place à un spectacle de la protestation et de la rébellion. Finalement, tout se passe comme si la rue garde en elle cet inconscient de l'événement extraordinaire dans sa fréquence urbaine reconquise²⁵ : le quotidien met entre parenthèses ces moments insurrectionnels auxquels on consacre une plaque commémorative. La rue n'est pas qu'un lieu de manifestation, elle peut être également le lieu de la commémoration. L'événement n'est plus réduit à l'instantanéité de la manifestation, il est intégré à une histoire plus longue, dans laquelle il renvoie à d'autres événements de même nature. Chris Marker fait la jonction, dans son documentaire, entre politique et esthétique. Il évoque tous les nouveaux mouvements sociaux des années 1960 et son travail de photographe saisit la beauté de cette révolte. D'un côté, il travaille comme un témoin et produit des archives cinématographiques, d'un autre côté il filme comme un véritable artiste, c'est-à-dire qu'il rend à ces événements une « magie » transcendante qui interpelle la société.

Si ces revendications populaires ont un caractère immédiat, il se dégage pourtant un parfum de transcendance dans cette mise en scène. La rue est la synthèse affective d'une multitude en mouvement.

On pourrait préciser l'ensemble de ces affects qui se manifestent de manière entremêlée lors de ces rassemblements collectifs. On risquerait alors de verser définitivement dans l'esthétisme et la sociologie des passions ; or, le peuple se mobilise pour faire pression. Le rassemblement n'est pas une fin en soi, il s'agit de promouvoir des objectifs qui pourront de fait avoir une traduction politique.

Par conséquent, peuple et rue deviennent associés, la rue renvoyant métaphoriquement à la protestation populaire. Il faudrait en fait envisager une théorie qui prenne en compte tous ces moments où il se construit un imaginaire collectif. Antonio Negri élabore un concept

²⁵ Pour une esthétique de la rue au sein de la ville, on peut renvoyer à l'excellent ouvrage de Michel DE CERTEAU, *L'invention du quotidien*, Paris, éditions Gallimard, 1990. Cet auteur travaille beaucoup sur la rhétorique piétonnière des villes et sur les arts de la fréquenter.

d'essence spinoziste, celui de multitude, pour qualifier ces regroupements collectifs capables de résister à une force unique. Il existerait chez l'homme un désir de multitude, qui le pousse à la socialité. « Le passage à la société, écrit-il, ne prend nullement la forme d'un acte de cession de droits, comme dans la pensée absolutiste contemporaine, mais celle au contraire, d'un saut en avant, d'une intégration d'être qui nous fait passer de la solitude à la multitude, à la socialité qui, en soi et pour soi, supprime la peur »²⁶. Dans ce passage, Negri ne fait qu'interpréter le *Traité Politique* de Spinoza, il explique cette notion de « peur de la solitude » présente au chapitre 6, paragraphe 1 du *Traité politique*. Le passage de la solitude à la multitude n'est pas vu comme la brisure d'un renfermement négatif sur soi et d'une association de circonstance qui ne vise que la sécurité collective, il y a un véritable désir de *multitudo*. « L'état de nature est aspiré par la situation de peur et de solitude : mais la peur de la solitude est quelque chose de plus que la simple peur, elle est « désir » de la multitude, de la sécurité comme multitude, de l'absoluité de la multitude »²⁷. La multitude est l'essence collective de l'être, les êtres s'assemblent pour créer du lien social et pour vivre ensemble. L'ontologie de la politique est sous-tendue par ce désir de socialisation, qui est le lot commun de tous les rassemblements collectifs. La multitude désigne une pluralité de corps qui se solidarisent. « Ce que nous avons écrit fera peut-être rire ceux qui restreignent à la seule plèbe les vices inhérents à tous les mortels : la foule, dit-on, n'a aucun sens de la mesure, elle est redoutable à moins qu'on ne la frappe de terreur, elle est servile quand on la domine et arrogante quand elle domine, elle est étrangère à toute vérité et à tout jugement, etc... Mais la nature est une et commune à tous... elle est la même chez tous. Tous les hommes deviennent arrogants quand ils exercent quelque domination, tous sont redoutables à moins qu'on ne les frappe de terreur, et la vérité, partout et presque toujours, est déformée par ceux qu'elle irrite ou qu'elle condamne ; surtout lorsqu'un seul homme ou quelques-uns exercent leur domination, et que, dans le procès, ils tiennent compte non pas du droit ou du vrai, mais de l'importance des fortunes »²⁸. Les rassemblements collectifs dans la rue et sur les places ne sont pas l'expression d'une hystérie, ils manifestent une résistance à la domination.

La lecture politique de Negri s'inspire d'un droit à la résistance, droit le plus fondamental de la multitude. En effet, on y reconnaît une veine machiavélienne, dans la rébellion du peuple face aux Grands, rébellion, qui au seul « nom de la liberté », bien le plus précieux, est capable de mettre à mal des régimes politiques solidement organisés. La

²⁶ NEGRI, Antonio, *L'anomalie sauvage, Puissance et pouvoir chez Spinoza*, Paris, éditions PUF, 1982, p.311.

²⁷ NEGRI, Antonio, *L'anomalie sauvage, Puissance et pouvoir chez Spinoza*, Paris, éditions PUF, 1982, p.310-311.

²⁸ NEGRI, Antonio, *L'anomalie sauvage, Puissance et pouvoir chez Spinoza*, Paris, éditions PUF, 1982, p.313.

domination de certains, la coupure qu'ils entament avec la multitude devient insupportable pour cette dernière. Negri s'est inspiré de l'inachèvement du *Traité politique* de Spinoza pour forger sa philosophie politique. La forme de gouvernement qui correspond le mieux à cette multitude, c'est la démocratie, le gouvernement du plus grand nombre qui vise l'absoluité de la liberté. Comme l'écrit Negri, avec Spinoza, « la philosophie politique devient pour la première fois –après avoir été annoncée par l'expérience machiavélienne- une théorie des masses »²⁹. Le désir de multitude se maintient à travers un désir de démocratie : il faut associer les masses au gouvernement.

Dans ce cadre, la représentation du peuple comme sujet politique est un leurre, elle est une confiscation du pouvoir des masses, elle est dépossession de souveraineté au nom de droits formels. L'instauration de procédures pour domestiquer les masses a toujours été fait dans un souci de les contrôler. Negri, très attaché à la notion de corps, se prononce pour une solidarité de la multitude face aux pouvoirs de plus en plus répressifs qui tentent de contrôler la vie des masses. C'est pourquoi il utilise dans sa philosophie les concepts foucaaldiens de « biopouvoir », car le pouvoir politique a infiltré le cœur même de la vie afin de dresser le corps des masses, de l'épuiser par le travail et de le prolétarianiser. Lorsque les manifestants se mobilisent, ils forment des phalanges et conquièrent la rue de manière militante pour y déverser un credo collectif.

Face à cette réalité, le philosophe politique ne se doit pas de contempler l'exploitation ni de la changer. Il suffit de laisser la place à ces catégories qui n'ont jamais accès à la représentation. Le danger de l'esthétisme, qui consisterait à ne saisir que la beauté de ces mobilisations collectives, est flagrant, car il risque de faire du peuple un objet pour une conscience de soi bourgeoise. Le regard que l'on porte sur le peuple le crée en tant que tel, c'est pourquoi le philosophe doit se déprendre de cette illusion constructiviste ou perspectiviste. Jacques Rancière, pour sa part, se propose de faire parler les archives, pour évoquer des trajets prolétariens, dans son ouvrage *La nuit des prolétaires*. « On ne verra dans ce titre, écrit-il, aucune métaphore. Il ne s'agit pas ici de remémorer les douleurs des esclaves de la manufacture, l'insalubrité des taudis ouvriers ou la misère des corps épuisés par une exploitation sans contrôle. De tout cela, il ne sera question qu'à travers le regard et la parole, les rêves et les cauchemars des personnages de ce livre »³⁰. Évoquer les traits d'une conscience prolétarienne ne peut se faire qu'à travers la restitution de cet espace de parole. Cornélius Castoriadis note pour sa part le rôle joué par toutes les interprétations du

²⁹ NEGRI, Antonio, *L'anomalie sauvage, Puissance et pouvoir chez Spinoza*, Paris, éditions PUF, 1982, p.317.

³⁰ RANCIÈRE, Jacques, *La nuit des prolétaires*, Paris, éditions Fayard, 1981.

mouvement ouvrier dans la structuration de cette conscience prolétarienne. L'expropriation des corps ouvriers par le régime capitaliste s'accompagne d'une appropriation du sens du mouvement. Les partis révolutionnaires ont voulu réifier un processus sans en déceler les caractéristiques propres, d'où la formation d'une couche bureaucratique enfermant et niant la spontanéité propre à ce mouvement. La bureaucratie se fonde sur « le maintien d'un principe éminemment aliénatoire, le principe de la division du travail, division fixe et stable entre la « direction » et l'« exécution », le travail intellectuel et le travail physique, en définitive comme une distinction et une division entre la « conscience du prolétariat », localisée désormais dans le « parti révolutionnaire », et le corps du prolétariat, privé de conscience et que cette « conscience » qui est le parti se hâte de priver de plus en plus de conscience pour s'affirmer elle-même en tant que conscience irremplaçable »³¹. Le mouvement ouvrier est dépossédé de sa conscience, la bureaucratie l'a aliéné d'un point de vue imaginaire. L'herméneutique du mouvement ne se réalise plus qu'à travers les codes des partis révolutionnaires. Certes, la séparation entre une spontanéité et une organisation de masse a été au centre des débats sur les partis prolétariens. Les organes révolutionnaires ont toujours voulu contrôler le pouvoir de la rue, celui de cette spontanéité rugissante et inquiétante.

En fait, la recherche de la démocratie se trouve confrontée au dilemme de la spontanéité et de l'organisation : ce dilemme provient de l'élaboration du principe de représentation qui est fondé sur la délégation de pouvoir³². La « démocratie représentative »³³ se trouve assignée à une oligarchie plus ou moins ouverte. Les régimes oligarchiques, fondés sur un cens caché³⁴, c'est-à-dire un accès réservé aux fonctions dirigeantes, tentent une approximation plus ou moins réussie de l'idée démocratique. Les citoyens délèguent, les gouvernants contrôlent et par conséquent, la « grogne » devient la seule manière de manifester quelque chose. Les manifestations ne sont plus que des éclats de participation, des ferveurs vite retombées, des résistances face à une bureaucratisation de la vie. On proteste pour exister, quand on n'a pas de chance d'accéder à la scène représentative. Comme le décrit si bien le juriste Carré de Malberg, « ce que les citoyens remettent à leur député, c'est leur confiance, ce ne sont pas les instructions [...] Ces citoyens n'ont qu'un pur pouvoir électoral : ils ne sont pas appelés dans l'élection, à donner leur avis sur les lois à faire, mais simplement à choisir les personnes qui feront ces lois ; leur intervention électorale s'analyse exclusivement en un

³¹ CASTORIADIS, Cornélius, « Phénoménologie de la conscience prolétarienne » in *La société bureaucratique I*, Paris, Union générale d'éditions, 1973, p. 123.

³² Voir MANIN, Bernard, *Les principes du gouvernement représentatif*, Paris, éditions Calmann-Lévy, 1995.

³³ Le terme a été forgé pour la première fois par Hamilton en 1772. Les Constituants américains ont fusionné les exigences démocratiques avec le principe de représentation.

³⁴ GAXIE, Daniel, *Le cens caché, Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, éditions du Seuil, 1978.

acte de nomination des législateurs. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'admettre que les citoyens légifèrent par représentation ; et l'on ne peut pas dire non plus que le député représente la volonté législative de ses électeurs »³⁵. Le concours des citoyens à la loi n'est que pure fiction, la représentation signe la dépossession politique du peuple.

On touche alors au problème de l'organisation d'un gouvernement démocratique : comment créer un régime qui respecte la volonté de la multitude, qui elle-même se présente à l'état anarchique ? Le passage de la rue au gouvernement apparaît alors problématique et délicat, d'autant plus que les passions collectives défont toutes les formes de gouvernement, que ceux-ci soient bons ou mauvais. Le peuple est à la fois principe de génération et de destruction, il participe à la recomposition de la politique et du devenir communautaire. Travailler sur les humeurs populaires exprimées dans la rue revient à travailler sur « les bords du politique », c'est-à-dire « sur la manière dont la « circonstance » vient défaire l'ordinaire des affaires dites politiques par les gestionnaires de l'opinion -celles qui concernent les gestionnaires des gouvernements- et reposent la question de ce que « politique » même peut vouloir dire »³⁶. Il semble que la notion générique de peuple permette à la politique elle-même de se refonder et de se reconstituer comme donnant du sens à une communauté en marche. Le problème est que l'on pense la politique uniquement suivant ses moments insurrectionnels et son origine constituante, c'est-à-dire les moments où le peuple choisit ses règles en créant une constitution ou une charte de droits fondamentaux.

Negri a défini les contours du pouvoir constituant qui est lié à la démocratie : « le pouvoir constituant est lié à l'idée de démocratie comme pouvoir absolu. Et donc le concept du pouvoir constituant comme force d'irruption et d'expansion est lié au fait que la totalité démocratique est toujours déjà constituée dans la société »³⁷. Ainsi, tout écart par rapport à cette dynamique devient aliénant. Negri n'est pas le seul à penser le peuple dans sa dimension fondatrice, Castoriadis a aussi défini une version institutionnaliste de cette force populaire et parlerait plus volontiers de « pouvoir instituant »³⁸ qui est le « « pouvoir » fondamental dans une société », relevant de « l'imaginaire instituant »³⁹. Il s'agit de fonder le projet social dans un immanentisme radical, hors de tout recours à un principe extra-social. Ce moment

³⁵ CARRÉ DE MALBERG, *Contribution à la théorie générale de l'Etat*, tome II, Paris, éditions Sirey, 1920, p.257, 282-283.

³⁶ RANCIÈRE, Jacques, *Aux bords du politique*, Paris, éditions La Fabrique, 1998, p.14.

³⁷ NEGRI, Antonio, *Le pouvoir constituant, Essai sur les alternatives de la modernité*, Paris, éditions PUF, 1997, p.15.

³⁸ CASTORIADIS, *Le monde morcelé*, Paris, éditions du Seuil, 1990, p.134.

³⁹ *Ibid.*, p.134.

originaires, liés à « l'âge de l'autogestion »⁴⁰, c'est-à-dire au contexte des années 1960 et 1970, ne peut pas échapper au pouvoir du peuple. D'où la définition très ambitieuse de la politique affirmée par Castoriadis : « la politique est projet d'autonomie : activité collective réfléchie et lucide visant l'institution globale de la société comme telle. Pour le dire en d'autres termes, elle concerne tout ce qui, dans la société, est participable et partageable »⁴¹. Démocratie, socialisme et autonomie se retrouvent équivalents dans le cercle de la liberté humaine. Ceux qui définissent la politique, ce ne sont pas les experts mais « tous », c'est-à-dire la communauté définie dans ses limites. L'analyse institutionnelle⁴² se construit à partir d'une dialectique entre instituant et institué, c'est-à-dire entre les forces qui créent du nouveau et l'héritage, la tradition. Comme le rappelle Rosanvallon, le courant institutionnaliste s'est dressé dans les années 1960 et 1970 contre les prétentions du courant structuraliste. « A la logique purement fonctionnelle de la structure, l'institution oppose une double logique, à la fois fonctionnelle et imaginaire. Toute institution est à la fois le produit d'une structure sociale donnée et le produit de la représentation que l'on s'en fait. L'analyse institutionnelle ne sépare pas le social et l'idéologique, l'économique et le politique. Elle permet de saisir la réalité dans toute sa complexité d'ordre à la fois établi et contesté »⁴³. Ainsi, le courant institutionnaliste aborde la construction de la société d'une manière holiste et pense la façon dont le peuple forme et réforme en permanence les institutions sociales. Que l'on soit proche d'une théorie du pouvoir constituant ou d'une théorie du pouvoir instituant, on est ramené à une force originaires de la multitude. Ces façons de penser puisent leur énergie dans un nietzschéisme latent.

En effet, la puissance de la *multitudo* est celle qui creuse, altère, décompose et crée le social. Castoriadis décrit les institutions humaines comme étant les produits d'une « création collective anonyme et « spontanée » »⁴⁴. Le peuple est saisi dans sa figure anonyme par opposition à la nomination et à la promotion des représentants. L'expression « collectif anonyme » revient de manière récurrente dans l'œuvre de Castoriadis⁴⁵, car il définit la démocratie de manière générique, comme étant l'autogouvernement du peuple, le tout étant de définir ce « tous », c'est-à-dire ce collectif anonyme. Le collectif anonyme a trouvé plusieurs figurations dans l'histoire, que ce soit le *demos* grec ou la plèbe romaine. « La plèbe,

⁴⁰ ROSANVALLON, Pierre, *L'âge de l'autogestion*, Paris, éditions du Seuil, 1976.

⁴¹ CASTORIADIS, Cornélius, *Le monde morcelé*, p.135.

⁴² Ce courant de la sociologie a été créé par René Lourau, très inspiré des théories de Castoriadis. LOURAU, René, *L'analyse institutionnelle*, Paris, éditions de Miminuit, 1971.

⁴³ ROSANVALLON, Pierre, *L'âge de l'autogestion*, Paris, éditions du Seuil, 1976, p.93.

⁴⁴ CASTORIADIS, Cornélius, *Les Carrefours du Labyrinthe IV*, Paris, éditions du Seuil, 1996, p.239-240.

⁴⁵ CASTORIADIS, Cornélius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, éditions du Seuil, 1975, p.533.

écrit Castoriadis, au départ, ce sont des étrangers, des immigrants, des métèques. Elle lutte, se retire sur l’Aventin, etc., et après un siècle, deux siècles, Rome est obligée de la digérer- et cette digestion des populations conquises s’étend graduellement, moyennant une foule d’institutions : les colonies romaines, les colonies latines, la *civitas romana* accordée à des fractions des populations vaincues, ce qui permet de les diviser[...]»⁴⁶. Les Romains ont pratiqué une politique assimilationniste qui leur a permis d’étendre leur territoire. Historiquement, la plèbe n’est pas une masse compacte, parce que l’on distingue plusieurs types de plèbes dans l’Empire romain. Le peuple a acquis la plupart de ses droits dans les rues et dans les villes, là où se dessinait une proximité avec le pouvoir politique.

La plèbe romaine est, à certaines périodes de l’histoire, bien plus privilégiée que la plèbe d’autres villes. Jacques Ellul signale que « dans la ville, l’*Urbs*, les plébéiens ont acquis les pouvoirs, et l’on peut parler de démocratie. Mais en réalité, l’assemblée des citoyens est une infime minorité de la population du domaine romain. Les peuples de provinces n’ont rien à dire. Ils n’ont qu’à subir la loi de Rome. Les plébéiens romains constituent alors une véritable aristocratie par rapport à l’ensemble de la population sans droit »⁴⁷. Ces remarques sont essentielles pour ne pas tomber dans une mythification de la plèbe, concept dont on relève de nombreuses occurrences en philosophie politique. La plèbe romaine a une situation à part, elle vit des distributions et ne travaille pas, elle s’apparente à la plèbe riche des professions libérales par rapport à une plèbe rurale. « La plèbe de Rome s’affirme ainsi ordre privilégié, parce que de la race des conquérants, et participant au bénéfice du pouvoir par ces distributions gratuites. Celles-ci changeront de caractère à la fin du IIe siècle et deviendront soit un moyen employé par les hommes politiques pour gagner des électeurs, soit un moyen de secourir les plus misérables des citoyens »⁴⁸. Supposer un collectif anonyme reste trop vague, car, à l’intérieur de ce collectif, certains groupes mobilisés réclament un certain nombre de droits pour tous. L’Histoire peut être lue selon le développement des forces instituant de certains groupes sociaux. On tente alors de se rapprocher le plus possible de la source du pouvoir. Une partie de la philosophie politique a tenté de comprendre le développement de ces forces spontanées à l’origine de la formation d’un nouveau régime politique. Le peuple, comme le *demos* est inqualifiable, difficilement nommable. Non pas que ce soit une matrice abstraite ou mystique, mais cette non-qualification préserve les possibilités d’inventer de nouvelles formes d’expression. Rancière écrit à son propos qu’il est « cette

⁴⁶ CASTORIADIS, Cornélius, *Les Carrefours du Labyrinthe IV*, Paris, éditions du Seuil, 1996, p.189.

⁴⁷ ELLUL, Jacques, *Histoire des institutions*, Paris, éditions PUF, 1961, p.302.

⁴⁸ ELLUL, Jacques, *Histoire des institutions*, Paris, éditions PUF, 1961, p.315.

puissance propre du *demos* qui n'est ni l'addition des partenaires sociaux ni la collection des différences mais tout au contraire le pouvoir de défaire les partenariats, les collections et ordinations »⁴⁹. Le peuple se présente toujours comme du multiple qui s'assemble, se disloque puis se recompose. Il est capable de résister à tout pouvoir constitué. Sa grogne reste sa seule arme, prête à déjouer les pouvoirs les plus établis.

La rue est esthétique populaire, car elle permet de saisir ce divers, ce multiple, réfractaire à toute identification. Les manifestations de rue plaisent par leur caractère résiduel : les catégories exclues ou non indentifiables, peuvent investir la rue, ne serait-ce que pour exister. La traduction politique est ainsi à relativiser, le travail de représentation permettant à ces catégories d'avoir une signification politique n'est pas primordial. La rue devient alors le lieu d'une lutte pour l'existence et la reconnaissance⁵⁰. Elle est la grammaire piétonnière des exclus qui tentent de se faire entendre. L'exemple des événements de Mai 1968 est significatif de ce point de vue. Ces événements n'ont pas eu de traduction politique immédiate, ils ont plutôt permis de faire exister une génération, qui par la suite a investi le champ politique et social. Le film de Chris Marker *-Le fond de l'air est rouge-* est en ce sens un documentaire générationnel qui montre comment la somme de ces luttes a permis de forger une identité sociale nouvelle. Cette lutte pour la reconnaissance rapproche les points de vue esthétique et politique. En tant que spectateur, le sujet éprouve du plaisir à participer à un événement collectif et en tant qu'acteur, le sujet participe de la construction d'un ordre politique nouveau. Le sujet a besoin de se représenter de manière esthétique les concepts politiques qui émergent lors de l'événement révolutionnaire. Kant a saisi cette proximité entre jugement esthétique réfléchissant et jugement politique. Il existe certains événements au cours desquels le peuple exerce un pouvoir réellement constituant, au moment où il institue de nouvelles normes ; or, la rue garde en mémoire ces événements populaires fondateurs. Seules les archives de la rue nous permettent *a posteriori* de reconstituer la radicalité d'un événement politique. Une politique de la mémoire devrait être capable de restituer l'événement dans son contexte et de comprendre les aspects de sa nouveauté.

Dans ce cadre, la démocratie n'est pas un type de gouvernement précis, catégorisable, « ni un style de vie sociale, elle est le mode de subjectivation par lequel existent des sujets

⁴⁹ RANCIÈRE, Jacques, *Aux bords du politique*, Paris, éditions La Fabrique, 1998, p.50.

⁵⁰ Ce terme est à comprendre dans le sens de reconnaissance identitaire. Je n'existe que par le regard de l'autre qui me reconnaît. Dans le prolongement de la réflexion hégélienne sur la reconnaissance (*Anerkennung* en allemand), Axel Honneth a travaillé ce concept de manière très rigoureuse. Cf. HONNETH, Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, éditions Cerf, 2000.

politiques »⁵¹. Ce mode de subjectivation se traduit par la participation des citoyens à la vie publique, participation qui peut être conventionnelle *via* les votations, ou non conventionnelle *via* les mouvements sociaux. Le peuple existe successivement à travers ces modes de subjectivation : il est *démos* à un moment, *plèbe* à un autre, puis prolétariat, sans jamais se confondre avec ces figures. « Le peuple qui est le sujet de la démocratie, donc le sujet matriciel de la politique, n'est pas la collection des membres de la communauté ou la classe laborieuse de la population. Il est la partie supplémentaire par rapport à tout compte des parties de la population, qui permet d'identifier au tout de la communauté le compte des incomptés »⁵². On rejoint de ce point de vue la philosophie de Claude Lefort qui s'intéresse à la succession des figurations symboliques du pouvoir. « Etat, Société, Peuple, Nation sont dans la démocratie des entités indéfinissables. Elles portent l'empreinte d'une idée de l'Homme qui mine leur affirmation, idée apparemment dérisoire en regard des antagonismes qui déchirent le monde, mais en l'absence de laquelle la démocratie disparaîtrait »⁵³. Ainsi, il ne faut pas perdre de temps à essayer de définir des notions indéfinissables, mais plutôt caractériser la façon dont ces notions sont construites selon les circonstances historiques. La philosophie politique se retrouve délimitée dans ses ambitions.

On veillera à repérer les façons dont le pouvoir collectif se divise et se répartit. La scission entre société instituante et instituée a malheureusement souvent tendance à se traduire par un clivage dominants et dominés. Pierre Bourdieu, qui a fondé une méthode sociologique, à partir de ce hiatus, évoque toute la difficulté à organiser une résistance des dominés. « Il y a une sorte d'antinomie inhérente au politique qui tient au fait que les individus- et d'autant plus qu'ils sont démunis- ne peuvent se constituer (ou être constitués) en tant que groupe, c'est-à-dire en tant que force capable de se faire entendre et de parler et d'être écoutée, qu'en se dépossédant au profit d'un porte-parole. Il faut toujours risquer l'aliénation pour échapper à l'aliénation politique. En réalité, cette antinomie n'existe réellement que pour les dominés. On pourrait, pour simplifier, dire que les dominants existent toujours, tandis que les dominés n'existent que s'ils se mobilisent ou se dotent d'instruments de représentation [...] »⁵⁴. Bourdieu comprend la représentation politique dans un autre sens : il existe une opposition fondamentale entre la délégation comme transfert de souveraineté et la délégation

⁵¹ RANCIÈRE, Jacques, *Aux bords du politique*, Paris, éditions La Fabrique, 1998, p.12.

⁵² RANCIÈRE, Jacques, « Dix thèses sur la politique » in *Aux bords du politique*, Paris, éditions La Fabrique, 1998, Thèse n°5, p. 171-172.

⁵³ LEFORT, Claude, *L'invention démocratique*, Paris, éditions Fayard, 1981, p.85.

⁵⁴ BOURDIEU, Pierre, *Choses dites*, Paris, éditions de Minuit, 1987, p.186.

« autorisée »⁵⁵ comme transfert de parole. Ce sont les porte-parole⁵⁶ des dominés qui s'organisent, se mobilisent au nom de ceux qui sont privés de moyens d'expression. La rue devient finalement le théâtre d'une représentation vivante de la démocratie.

La protestation fait émerger de nouvelles formes de socialisation qui refusent un ordre existant. La démocratie n'est pas l'interstice transitionnel entre des régimes politiques, elle se vit comme la mise en forme d'une pluralité subjective, capable de refonder la politique. Pour l'économiste Jacques Généreux, « la démocratie ne vit que par la parole de ses citoyens. Il nous faut reprendre le chemin des syndicats, des partis politiques, des associations, de tous ces lieux où la parole est possible, où le débat existe, où le dégoût solidaire peut se muer en revendication collective »⁵⁷. La grogne du peuple excède la rue, elle ne saurait se résumer à une ponctualité violente, car elle tente de fédérer des mobilisations collectives, qui de près ou de loin auront des effets sur la façon de faire de la politique. Le peuple reste un dénominateur commun pour l'ensemble de ces forces collectives capables de transformer la politique et le politique. Le peuple n'est pas agrégat statistique ni entité abstraite définie une fois pour toute, il est plutôt cette velléité nomade, qui de temps à autre, fait émerger une véritable volonté collective. La rue est à la fois le lieu de tous les refus et le vecteur d'une transhumance des mentalités. C'est à travers elle que la pression politique est la plus intense : le peuple descend dans la rue, écrit un manifeste et réclame une traduction politique immédiate de sa volonté. La rue devient, durant le temps de la mobilisation, le lieu d'une universalité retrouvée. Si esthétique et politique se trouvent accordées lors de ces manifestations, il faut veiller à ne pas céder à un regard spectateur qui saisirait une série d'émotions collectives. Certaines manifestations de rue ont permis au peuple d'exercer un pouvoir constituant, capable de créer de nouvelles normes collectives. En ce sens, la rue reste le principe d'un renouvellement de l'identité sociale.

Christophe Premat (cpremat@voila.fr)

⁵⁵ BOURDIEU, Pierre, « Le mystère du ministère, des volontés particulières à la « volonté générale » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°140, décembre 2001, p.7-11.

⁵⁶ Les moments de révolte populaire se caractérisent d'ailleurs par une libération de la parole. Cf Michel DE CERTEAU, *La prise de parole et autres essais politiques*, Paris, éditions du Seuil, 1994.

⁵⁷ GÉNÉREUX, Jacques, *Une raison d'espérer*, Paris, éditions Plon, 1997, p.173.

Bibliographie sommaire :

1) Ouvrages philosophiques :

- CASTORIADIS, Cornélius, *La société bureaucratique I*, Union générale d'éditions, 1973
- CASTORIADIS, Cornélius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, éditions du Seuil, 1975
- CASTORIADIS, Cornélius, *Les Carrefours du Labyrinthe III, Le monde morcelé*, Paris, éditions du Seuil, 1990
- CASTORIADIS, Cornélius, *Les Carrefours du Labyrinthe IV*, Paris, éditions du Seuil, 1996
- HABERMAS, Jürgen, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la science bourgeoise*, Traduction Marc De Launay, Paris, éditions Payot, 1978
- LEFORT, Claude, *L'invention démocratique*, Paris, éditions Fayard, 1981
- LYOTARD, Jean-François, *L'enthousiasme, la critique kantienne de l'histoire*, Paris, éditions Galilée, 1986
- NEGRI, Antonio, *L'anomalie sauvage, Puissance et pouvoir chez Spinoza*, Paris, éditions PUF, 1982
- NEGRI, Antonio, *Le pouvoir constituant, Essai sur les alternatives de la modernité*, Paris, éditions PUF, 1997
- NEGRI, Antonio, *Du retour, Abécédaire politique*, Paris, éditions Calmann-Lévy, 2002
- RANCIÈRE, Jacques, *La nuit des prolétaires*, Paris, éditions Fayard, 1981
- RANCIÈRE, Jacques, *Aux bords du politique*, Paris, éditions La Fabrique, 1998

2) Ouvrages historiques et sociologiques :

- BOURDIEU, Pierre, *Choses dites*, Paris, éditions de Minuit, 1987
- CHAMPAGNE, Patrick, *Faire l'opinion, le nouveau jeu politique*, Paris, éditions de Minuit, 1990
- DE CERTEAU, Michel, *L'invention du quotidien*, Paris, éditions Gallimard, 1990
- DE CERTEAU, *La prise de parole et autres essais politiques*, Paris, éditions du Seuil, 1994
- ELIAS, Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?* Paris, éditions de l'Aube, 1991
- ELIAS, Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, éditions Pocket Agora pour la traduction française, 2003
- ELLUL, Jacques, *Histoire des institutions*, Paris, éditions PUF, 1961
- FAVRE, Pierre (sous la dir.), *La manifestation*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990
- GAXIE, Daniel, *Le cens caché, Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, éditions du Seuil, 1978
- MICHELET, *Le peuple*, Paris, éditions Flammarion, 1974
- ROSANVALLON, Pierre, *L'âge de l'autogestion*, Paris, éditions du Seuil, 1976
- ROSANVALLON, Pierre, *Le sacre du citoyen, Histoire du suffrage universel en France*, Paris, éditions Gallimard, 1992
- TARDE, Gabriel, *L'opinion et la foule*, Paris, éditions PUF, 1989
- TILLY, Charles, *La France conteste : de 1600 à nos jours*, Paris, éditions Fayard, 1986
- TOCQUEVILLE, Alexis De, *Souvenirs*, Paris, éditions Gallimard, 1942